



COMMUNIQUÉ

LA RÉPRESSION, ÇA SUFFIT !

Une militante grièvement blessée, trois militants molestés, dont un placé pendant de longues heures en garde à vue et un dirigeant agressé. La répression a frappé ce week-end en PACA. La première défendait le droit de manifester à Nice, les trois autres participaient à une mobilisation antifasciste à Marseille.

Le pouvoir s'installe dans un engrenage infernal. Celui visant à réprimer le mouvement social. Périmètres interdits aux manifestations, recours à l'armée, provocations policières, utilisation de la force à l'encontre de manifestants qui ne représentaient aucun danger pour l'ordre public... Tout est bon pour tenter de casser la mobilisation sociale actuelle.

Malgré l'enfumage avec le « Grand débat », chacun a bien compris que le gouvernement refuse obstinément d'entendre la colère qui s'exprime depuis des mois et de satisfaire les revendications. Il préfère camper sur des positions dogmatiques favorables aux puissances de l'argent et aux plus riches. Il n'a plus comme seule réponse que violence et intimidation.

La répression est un signe de faiblesse de la part d'un gouvernement aux abois qui refuse d'entendre le mécontentement qui traverse le pays. Il est urgent de stopper cet engrenage et d'entendre ce qui s'exprime. Cela passe par l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, par le développement des services publics, par une autre répartition des richesses favorable à ceux qui les produisent... Autant de revendications largement exprimées par le mouvement social, que ce soit avec les Gilets Jaunes le samedi ou lors des mobilisations syndicales, qui doivent être satisfaites.

Il faut des réponses politiques urgentes et ne pas essayer de les contourner par la mise en œuvre de mesures répressives.

Le Comité Régional CGT PACA, l'Union Départementale des Bouches du Rhône et des Alpes Maritimes appellent les salariés, les privés d'emplois et les retraités de PACA à ne rien céder face à l'intimidation et à la répression en se mobilisant encore plus nombreux sur leurs revendications et pour défendre le droit de manifester.

Marseille, le 26 Mars 2019

Contact Presse : Gilles FOURNEL, 06.10.14.80.86